

Suède : défaite improbable à droite, victoire inattendue à gauche

Monde

Par Louis Andrieu

Publié le 18 septembre 2026

Diplômé en Administration Publique de Sciences-Po Paris (promotion 2018)

Alors qu'elle semblait arrivée aux portes du pouvoir, grâce à la perspective d'une alliance avec le parti conservateur, l'extrême-droite a subi un recul lors des élections législatives du 13 septembre. A l'inverse, les bons résultats de la gauche lui permettent d'envisager de former une coalition et de revenir au pouvoir après quatre années d'opposition.

Comparées aux précédentes élections, les législatives du 13 septembre 2026 en Suède ont de quoi surprendre. Première surprise : la participation reste forte à 84%, et ce sont précisément les votes de l'étranger ou

postaux, comptabilisés en dernier, qui l'augmentent, les chiffres du dimanche électoral oscillant autour de 80%.

I. Une droite gouvernementale qui progresse sans l'emporter

La deuxième surprise du scrutin vient de la forte baisse des Démocrates Suédois, la grande formation d'extrême-droite qui avait dépassé en 2022 les 20% et joué les faiseurs de rois en soutenant, sans y participer, un gouvernement tripartite des Modérés, Libéraux et Chrétiens Démocrates. Cette fois-ci, pour la première fois depuis son entrée au Riksdag en 2010, le parti a perdu des voix, passant à la troisième place, cependant que les Modérés redevenaient le premier parti de droite, les dépassant de 2,4 points. Ainsi, le choix de faire pression sur l'exécutif de l'extérieur se trouvait sanctionnée alors que les trois membres de l'exécutif gagnaient pour leur part des sièges et des bulletins : +0,8 point pour les Libéraux, + 0,9 point pour les Chrétiens-Démocrates.

La redistribution des forces s'opère bien au sein de la droite, où le recul de l'extrême droite s'observe en parallèle à une progression des partis de droite qui formaient la coalition de gouvernement. À Årjäng et Eda, par exemple, deux villes moyennes du Värmland le long de la frontière norvégienne, l'extrême-droite perd entre deux et quatre points quand les Chrétiens-Démocrates et les Modérés stabilisent ou améliorent leurs scores. De même à Karlkrona, dans le Blekinge, cœur de la Marine suédoise et de son industrie de défense, où les Modérés progressent, signe d'une approbation par les militaires de la politique extérieure otanienne appliquée depuis quatre ans, en prolongement du virage opéré sous les Sociaux-Démocrates, et d'une non-radicalisation de cet électorat. Ces particularités locales se retrouvent à l'échelle nationale : les Modérés arrivent

en tête dans 1206 districts – 386 de plus qu’en 2022 – alors que les Démocrates Suédois perdent 160 premières positions.

La victoire des Modérés reste cependant très parcellaire. Comme aux législatives en 2022, comme aux européennes en 2024, Ulf Kristersson échoue de peu à réunir un cinquième de l’électorat, finissant à 19,9%. Il ne se trouve certes pas désavoué, mais la progression de son parti reste faible : 0,7 point gagné en quatre ans. Le Premier ministre sortant demeure loin des 30% atteints par son prédécesseur Frederik Reinfeldt en 2010, la dernière fois qu’un exécutif de droite sortant se représentait pour obtenir une confirmation ou un rejet de son bilan. Les Modérés n’incarnent plus un vaste parti de centre-droit, ne reproduisent pas le vote naturel qu’incarnent encore, à gauche, les Sociaux-Démocrates : les entrepreneurs comme les agriculteurs ou les militaires ne le privilégient pas par rapport à ses deux partenaires de droite ou son allié informel d’extrême-droite.

Cet échec de l’alliance informelle des quatre partis de droite tient-il uniquement à la perspective assumée par le Premier Ministre sortant, Ulf Kristersson, de faire entrer des ministres d’extrême-droite dans son équipe en cas de reconduction, à la différence de l’accord passé après septembre 2022 ? La progression des trois partis ayant accepté pendant quatre ans de gouverner ensemble indique que les électeurs de droite se sont trouvés satisfaits par la politique économique, fiscale et sociale de cette alliance et souhaitaient la reconduire. En revanche, l’idée de voir des députés d’extrême-droite s’asseoir à la table du *Regering* a-t-elle détourné une partie des électeurs de droite ? Le paradoxe tient en ce que le gouvernement tripartite perd en 2026 tout en faisant de meilleurs scores qu’en 2022, parce que l’extrême droite est en recul. Or, le choix de Kristersson de gager il y a quatre ans son poste de Premier ministre sur une alliance non-formalisée avec l’extrême-droite l’empêche aujourd’hui de tenter une grande coalition à l’allemande ou d’élargir son socle sur la gauche : le

Centre, en léger progrès (0,3 point et un député de plus) n'acceptera pas de l'aider en 2026 après son refus net de soutenir une alternance permise par l'extrême-droite en 2022.

II. Des Sociaux-Démocrates en recul mais vainqueurs

À gauche, l'étonnement est venu du succès mitigé des Sociaux-Démocrates : le parti repasse sous la barre des cent sièges, huit députés de moins qu'en 2022, et perd son centième lors des derniers résultats parvenus face à la Gauche dans quelques bureaux à Stockholm. Le recul en voix s'avère plus sévère, puisque le parti se trouvait à 36 000 bulletins des deux millions en 2022, et n'atteint pas les 1,9 million aujourd'hui. Magdalena Andersson n'égale pas les 31% de Stefan Löfven en 2014, quand le parti incarnait l'opposition officielle. Sa victoire demeure moins éclatante qu'il y a quatre ans, quand son parti possédait dix points d'avance sur le deuxième et se retrouvait néanmoins incapable, avec 107 députés, de former une coalition, faute de partenaires. 99 députés lui suffisent aujourd'hui pour retourner au pouvoir, grâce à deux alliés sur sa gauche et un sur sa droite.

Deux solutions s'offrent à elle pour redevenir Première Ministre :

- ① Former un Gouvernement minoritaire avec le Centre, le Parti de l'Environnement et le soutien sans participation de la Gauche. C'est l'option la plus probable. Le Centre est un partenaire historique de la gauche de gouvernement en Suède et les électeurs viennent de récompenser son refus de l'extrême droite en 2022 en le faisant repasser au-delà des 450 000 voix, 1,7 point au-dessus des Libéraux, compromis avec la droite conservatrice aux yeux des électeurs centristes traditionnels depuis 2022. Les écologistes progressent d'un point et de 60 000 bulletins, talonnant les

Chrétiens-Démocrates, et ont déjà siégé dans un exécutif sous Löfven. Ce sont donc deux partenaires fiables pour une coalition, dont la progression dans les urnes vient compenser la baisse des Sociaux-Démocrates.

- ② Faire entrer la Gauche dans l'exécutif pour constituer un Gouvernement avec une majorité absolue de députés : 176 sur 349. Cela acterait le meilleur score de l'extrême-gauche depuis 1998 et la plus forte hausse en pourcentage (+1,5 point) de ces législatives. Cette option est moins probable, le *Vänsterpartiet* n'ayant jamais accepté de participer à un gouvernement et ses positions affirmées sur le budget ou Gaza l'éloignent de Magdalena Andersson, figure de l'aile centriste de la sociale-démocratie. Dès mercredi soir, Ida Gabrielsson, vice-présidente du parti, indiquait ne pas encore avoir parlé avec le Centre, « *pas notre parti favori* », et ne pas envisager de soutien sans participation à un exécutif. Osera-t-elle pourtant siéger comme ministre aux côtés du mouvement hérité des Agrariens, partenaire de coalition de la gauche suédoise pendant quarante ans, et source de la modération tendancielle de ce camp ?

Après une deuxième victoire nette (huit points d'avance sur le deuxième) en quatre ans, les Sociaux-Démocrates voudront sortir de leur situation de « premier parti pour rien », même si leur résultat, à nouveau sous les 30%, les déçoit : le dynamisme à gauche ne passe pas par eux lors de ces législatives, même s'ils arrivent en tête dans toutes les régions, grand chelem remarquable pour un parti de gauche en Europe. Le symbole, mercredi soir, d'un 176e siège pour l'alliance à gauche permis non par la résistance des Sociaux-Démocrates pour garantir 100 députés mais par un trentième siège de l'extrême-gauche, en dit long. Leurs très bons scores dans le nord du pays, leurs victoires dans tous les bureaux de vote de l'île de Gotland, qu'ils contribuèrent à réarmer dès le milieu des années 2010 face à la menace russe, témoignent malgré tout

d'une force politique stable, parlant à toutes les classes sociales et tranches d'âge. Leur victoire à nouveau en Scanie face aux Démocrates Suédois démontre une capacité de mobilisation de l'électorat jeune et issu des jeunes générations et de l'immigration, dans un des pays de l'UE avec la plus grande part de moins de 25 ans. Après tout, la Gauche, à 8,3%, n'atteint pas même le tiers du total social-démocrate. Magdalena Andersson reste donc, lundi soir, la seule Première Ministre possible en Suède, Ulf Kristersson ne disposant plus de majorité absolue et ne pouvant tendre le bras vers le Centre à cause de sa promesse de recruter des ministres d'extrême droite, source de la défaite de son mouvement.

La chute de l'extrême-droite vient-elle de la campagne de trop pour son dirigeant, Jimmie Åkesson, incarnant une relève radicalement de droite en 2010 mais devenu un visage incontournable voire omniprésent de la politique suédoise, jusqu'à la lassitude ? Reçu par le Premier Ministre dans sa maison lors des fêtes, présent lors des conférences de presse de formation du Gouvernement où il refusait de siéger tout en garantissant son existence, il personnifiait sans doute trop une arrivée de l'extrême-droite au pouvoir, en réalité évitable par les urnes comme les résultats du 13 septembre le montrent. Et les électeurs classiques de droite pouvaient se reporter sur les trois partis de la coalition pour exprimer leur approbation, ayant constaté en 2022 que les Démocrates Suédois, représentant pourtant un électeur sur cinq, n'avaient pas accédé au poste de Premier ministre ou l'avaient refusé. Le mouvement subit en tout cas un échec cinglant au moment-même où il devait parachever sa respectabilité grâce à la promesse faite par Kristersson de l'inclure dans l'exécutif. Les Démocrates Suédois, après tout, siègent au groupe ECR du Parlement Européen, avec des partis de droite extrême, comme la NVA flamande, Fratelli d'Italia ou les Vrais Finlandais, depuis longtemps passés à l'épreuve du pouvoir en gouvernant, majoritairement ou en coalition, leurs pays. Mais la demande de respectabilité et de gouvernance par Åkesson vient justement trop tard, le parti

n'ayant jamais entamé une dédiabolisation, réelle ou supposée, comme le Rassemblement National : il reste aussi radical et intransigeant que Vox en Espagne. Kristersson parvint à le contenir en durcissant certaines règles d'immigration et en promouvant un discours sur l'identité culturelle suédoise. Son erreur fut peut-être de dévoiler son jeu dès la fin 2025, quand les quatre droites gouvernant la Suède depuis septembre 2022 brisèrent leur tabou initial et annoncèrent leur intention de partage à quatre du Gouvernement en cas de réélection. Le voile enfin déchiré fit réfléchir pendant de longs mois les électeurs, qui ont décidé de refuser cette alliance.